

52 492

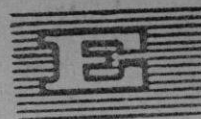
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/522
E/CN.14/ECO/36
14 juin 1971

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA CINQUIEME REUNION DU COMITE EXECUTIF
Addis-Abéba, 24-28 mai 1971

M71-1456

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
ORGANISATION DE LA REUNION		
Ouverture et durée de la réunion - - - - -	1 - 5	1
Election du Bureau - - - - -	6	1
Participation - - - - -	7 - 8	2
Ordre du jour - - - - -	9	2
EXAMEN DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR		
Rapport sur les questions faisant suite aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres - -	10 - 33	3 - 9
Exécution du programme de travail - - - - -	34 - 61	10 - 16
Activités à l'échelon sous-régional et équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement - - -	62 - 76	16 - 20
Résumé des réponses des gouvernements au question- naire du Secrétaire général - - - - -	77 - 80	21 - 25
Relations entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales -	81 - 109	26 - 32
Préparatifs en vue de la cinquante et unième session du Conseil économique et social - - -	110 - 122	33 - 35
Questions diverses - - - - -	123 - 125	35 - 36
Date de la sixième réunion du Comité exécutif - -	126	36
ADOPTION DU RAPPORT - - - - -	127	36
RECOMMANDATION ADOPTEE PAR LE COMITE A SA CINQUIEME REUNION - - - - -		37

ANNEXES

- I Liste des participants
- II Liste des documents

ORGANISATION DE LA REUNION

Ouverture et durée de la réunion

1. La cinquième réunion du Comité exécutif s'est tenue à Addis-Abéba du 24 au 28 mai 1971 sous la présidence de S.E. M. Tijani Chelli, Président de la première réunion de la Conférence des ministres.
2. Après les remarques initiales formulées par le Président, S.Exc.M. Diallo Telli, Secrétaire général administratif de l'OUA, a souhaité la bienvenue aux membres du Comité, au nom de son Organisation. Il a exprimé sa gratitude au Gouvernement de la République tunisienne pour l'hospitalité et les facilités accordées aux participants pendant la première réunion de la Conférence des ministres. Il a déclaré également que la première réunion de la Conférence des ministres avait donné l'occasion de renforcer la nouvelle structure de la Commission qui avait été adoptée en 1969 en vue du développement économique et social de l'Afrique.
3. Il s'est réjoui de la participation des représentants des peuples vivant sous la domination coloniale aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique. Il a fait appel au Secrétaire exécutif pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir en vue de la mise en oeuvre de la résolution 233(X) adoptée à la première réunion de la Conférence des ministres.
4. Il a signalé au Comité que le document de la Commission intitulé "Stratégie de l'Afrique en vue du développement au cours des années 70", qui s'inscrit dans le cadre du programme de l'Organisation de l'unité africaine dans le domaine économique et social, serait présenté à la 17ème session du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine. Il a ajouté que l'OUA doit rendre hommage à la CEA pour sa coopération au cours de ces sept dernières années. Il a estimé que, grâce à des efforts conjoints, la CEA pourrait renforcer son efficacité.
5. M. Telli s'est réjoui de la désignation de M. Doo Kingué en qualité de Sous-Directeur et de Directeur du Bureau régional pour l'Afrique et il a exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre d'Africains seraient nommés à des postes de plus grande responsabilité au sein du PNUD.

Election du Bureau

6. Compte tenu de l'article 14 du règlement intérieur de la Commission et de la résolution 188(IX) qui stipule que le Président de la Conférence des ministres exerce les fonctions de président du Comité exécutif, le Comité a élu :

S.Exc. M. Belai Abbai (Ethiopie) au poste de premier Vice-Président;
S.Exc. M. François Pehoua (République centrafricaine) au poste de deuxième Vice-Président, et
S.Exc. M. Olu Samu (Nigéria) au poste de Rapporteur.

Participation

7. Participaient à la réunion des représentants des 16 Etats membres ci-après : sous-région de l'Afrique du centre : Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad; sous-région de l'Afrique de l'est : Ethiopie, Madagascar, Ouganda, Somalie; sous-région de l'Afrique du nord : Algérie, Maroc, République arabe unie, Tunisie; sous-région de l'Afrique de l'ouest : Ghana, Niger, Nigéria et Sénégal.

8. Etaient également présents des observateurs du FISE, du PNUD, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'OUA.

Ordre du jour

9. Après examen, le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :
 1. Ouverture de la réunion.
 2. Election du bureau.
 3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 4. Questions faisant suite aux travaux :
 - a) De la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale (15 septembre - 17 décembre 1970);
 - b) De la reprise de la quarante-neuvième session du Conseil économique et social (octobre - décembre 1970);
 - c) De la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres) (8-13 février 1971);
 5. Exécution du programme de travail - questions et problèmes de fond.
 6. Activités à l'échelon sous-régional et équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement.
 7. Rapport du Secrétaire exécutif fondé sur les réponses au questionnaire du Secrétaire général pour l'étude sur les structures régionales.
 8. Préparatifs en vue de la cinquante et unième session du Conseil économique et social.
 9. Relations entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales.
 10. Questions diverses.
 11. Date de la sixième réunion du Comité exécutif.
 12. Adoption du rapport.

EXAMEN DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport sur les questions faisant suite aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres

10. La vingt-cinquième session de l'Assemblée générale qui s'est tenue du 15 septembre au 17 décembre 1970 a été marquée par la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'ONU et par l'adoption de la résolution 2626(XXV) sur la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

11. Par cette résolution, l'Assemblée générale a adopté une stratégie internationale du développement et proclamé la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à dater du 1er janvier 1971.

12. L'Assemblée générale a précisé que les buts et objectifs de la Décennie appelaient de la part de tous les peuples et de tous les gouvernements un effort continu pour favoriser le progrès économique et social dans les pays en voie de développement en formulant et en appliquant un ensemble cohérent de mesures de politique générale. Elle a indiqué que des arrangements appropriés étaient nécessaires pour suivre de très près les progrès accomplis dans la réalisation de ces buts et objectifs, pour déterminer dans quels domaines ces progrès étaient insuffisants, et pour identifier les facteurs qui expliquaient ces insuffisances afin de recommander des mesures positives.

13. Dans sa résolution 2641(XXV) sur l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la stratégie internationale du développement, l'Assemblée a d'autre part prié les divers organismes des Nations Unies de continuer à examiner les progrès accomplis dans leurs secteurs respectifs.

14. Dans le domaine de la planification du développement, l'Assemblée a adopté la résolution 2681(XXV) dans laquelle elle a confirmé la nécessité d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement qui intègre complètement les éléments économiques et sociaux dans la formulation des politiques et des programmes sur les plans national et international. Elle a prié les organes responsables de la mise en oeuvre de la stratégie internationale du développement de viser à intégrer le plus efficacement possible les mesures générales relatives aux différents secteurs en se fondant notamment sur les principes et directives contenus dans la conception unifiée.

15. Convaincue de l'importance du rôle des commissions économiques régionales dans la mise en application de la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2687(XXV), a noté avec satisfaction la contribution apportée par les commissions et le Bureau des Nations Unies à Beyrouth à la formulation de la stratégie et les a priés de poursuivre et d'intensifier leurs efforts pour contribuer à promouvoir, dans le cadre régional, sous-régional ou interrégional, l'accroissement du commerce, la coopération économique et

l'intégration entre les pays membres de ces organismes. Elle a d'autre part prié les commissions et le Bureau de Beyrouth de procéder régulièrement à un examen périodique des progrès réalisés dans l'application de la stratégie internationale du développement.

16. On a également signalé à l'attention du Comité la résolution relative à la création d'un corps de volontaires pour la paix, la proposition tendant à modifier le nom des commissions économiques régionales des Nations Unies afin de faire valoir les aspects sociaux de leur oeuvre, et la décision d'ouvrir des crédits pour la construction de locaux à Bangkok et Addis-Abéba. Le Comité s'est réjoui de la décision de l'Assemblée générale et de l'hospitalité dont il continue à bénéficier en Ethiopie, pays qui abrite le siège de la Commission.

17. Le Comité a fait observer que tant les documents E/CN.14/ECO/27 et E/CN.14/492 que l'exposé liminaire du secrétariat se limitaient à recommander les résolutions adoptées par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ainsi que les décisions prises par la Conférence des ministres à Tunis. On a pensé qu'il serait plus utile de rapporter ces décisions et le rôle que la Commission devrait jouer aux ressources disponibles, c'est-à-dire aussi bien le personnel ordinaire de la CEA que les conseillers régionaux. Le Comité a souhaité être mis au courant de la décision de l'équipe chargée de l'étude sur la gestion et de la réaction du secrétariat à ses recommandations. Le Comité aurait voulu savoir en particulier si les ressources recommandées par l'équipe étaient suffisantes pour permettre à la CEA de s'acquitter de ses responsabilités.

18. Le secrétariat a reconnu que les ressources étaient effectivement une question importante qui avait été évoquée au titre des points 4, 5 et 6. L'équipe chargée de l'étude sur la gestion avait recommandé 17 postes supplémentaires et le Contrôleur avait assuré que ces postes pourraient être utilisés dès que les postes vacants à la CEA seraient pourvus. Etant donné que l'on se rend compte des problèmes de la Commission économique pour l'Afrique notamment en ce qui concerne les ressources destinées à effectuer les travaux approuvés de la Commission, la cinquième Commission de l'Assemblée générale a décidé que le Secrétariat de l'ONU appliquerait avec plus de souplesse le principe de "la répartition géographique équitable" concernant la région de l'Afrique. Il a été décidé que ce principe serait légèrement modifié pour permettre de recruter un pourcentage plus élevé de fonctionnaires africains dans les pays africains disposant de ressources suffisantes de main-d'oeuvre, et on a signalé que l'on remédierait à la situation dès qu'un plus grand nombre de pays africains disposeraient d'un personnel compétent. Par suite de cet assouplissement, le Secrétaire exécutif a signalé que l'on procédait actuellement au recrutement de certains des fonctionnaires supplémentaires requis. Ces décisions devaient augmenter les ressources de la CEA, mais deux nouvelles tendances menaçaient de les réduire. Le nombre de conseillers régionaux avait régulièrement baissé par suite de dispositions administratives arrêtées par le Siège. Il semblait aussi que le nombre de conseillers régionaux serait peut-être réduit afin de dégager des crédits nécessaires pour financer les équipes multinationales interdisciplinaires. En outre, les augmentations de salaires non compensées par des

augmentations de crédits influeraient aussi sur le nombre de conseillers régionaux que la CEA pouvait employer. Les équipes multinationales interdisciplinaires avaient été lentes à s'organiser et si l'on ne prenait pas des mesures exceptionnelles, peut-être ne pourrait-on pas utiliser plus de personnel que n'en comptent actuellement les bureaux sous-régionaux. Le Comité a été absolument d'avis que pour améliorer la situation de la Commission concernant le recrutement des conseillers régionaux, les membres africains du Conseil économique et social devaient chercher à obtenir davantage de fonds pour l'assistance technique, lorsque cette question serait examinée.

19. Le secrétariat a rappelé au Comité qu'en recommandant la création de ces équipes, il avait supposé qu'elles mettraient ainsi plus de personnel à la disposition des sous-régions pour rester en contact étroit avec les Etats membres. Il fallait que le Comité exécutif se prononce clairement à ce sujet afin d'éviter toute déception à l'avenir. L'amenuisement du nombre de conseillers régionaux créait des problèmes spéciaux pour une région comme l'Afrique qui ne pouvait fournir un grand nombre d'experts chevronnés, en particulier dans de nombreux domaines techniques. Grâce à une certaine souplesse en matière de recrutement des conseillers régionaux, notamment du point de vue de la répartition géographique, il était possible de s'assurer les services de fonctionnaires africains chevronnés auprès de certains des Etats membres les mieux pourvus. Il importait de souligner que pour construire la pyramide organique d'une section, il fallait un nombre suffisamment élevé de fonctionnaires subalternes auxquels on ne pouvait confier des missions consultatives. Le système des conseillers régionaux garantissait que l'on disposait de fonctionnaires compétents du point de vue de l'ancienneté, de l'expérience et de l'acceptabilité par les Etats membres. Le secrétariat a convenu avec le Comité que si l'on voulait que la Commission fasse sentir sa présence en Afrique, il fallait renforcer d'urgence les ressources mises à la disposition du secrétariat. La CEA était au service de 41 Etats membres, dont les pays qui combattaient pour leur libération politique et qui avaient reçu un statut spécial lors des conférences de la Commission. La résolution de la neuvième session engageant le secrétariat à devenir plus opérationnel, la politique d'appui des activités déployées par les institutions spécialisées à l'échelon régional suivie par le secrétariat et la fréquence avec laquelle les Etats membres demandaient les services de la Commission défiaient la compétence du secrétariat et sa capacité à répondre efficacement aux besoins de la région.

20. S'agissant de la situation anormale qui consistait pour le secrétariat à compter un certain nombre de postes vacants et à demander des postes supplémentaires, certains membres du Comité ont fait remarquer que l'enquête sur la gestion avait tenu compte du fait que la Commission disposait de nombreux postes vacants, alors qu'en même temps elle exigeait davantage de postes. Le Comité a estimé que le secrétariat devait déployer de sérieux efforts pour pourvoir les postes vacants dans les secteurs techniques pour lesquels les Etats membres avaient demandé des conseillers à la Commission. Ces secteurs comprenaient notamment les ressources naturelles, les transports, etc.. En exposant la situation, le secrétariat a fait observer que

les Etats membres continuaient à demander le retour de leurs ressortissants pour occuper des postes-clés. Certes, il s'agissait là d'une tendance souhaitable, mais elle risquait d'influer sur l'effectif et les travaux de la Commission. En outre, certains Etats membres étaient souvent réticents à libérer certains de leurs meilleurs fonctionnaires pour les adjoindre au secrétariat. En dépit de ces difficultés, le secrétariat avait réussi à faire en sorte qu'un fort pourcentage d'Africains continuent à participer à ses travaux.

21. Le Comité a estimé qu'il fallait veiller à renforcer l'élément conseillers régionaux du personnel du secrétariat pour assurer que les recommandations de l'équipe chargée de l'étude sur la gestion soient entièrement appliquées et pour hâter la mise en place des équipes multinationales interdisciplinaires. On a fait également observer que le fait que la Commission n'avait pas fait connaître son avis concernant le nombre de sous-régions qui devaient être établies en définitive avait influé sur les décisions de l'équipe chargée de l'étude sur la gestion en ce qui concerne les ressources à mettre à la disposition de la Commission. Le secrétariat a souligné à cet égard que l'on avait jugé que les équipes multinationales interdisciplinaires permettraient de répondre aux besoins des groupements sous-régionaux avec une certaine souplesse. On a rappelé qu'à des réunions précédentes, le Comité exécutif avait prié le Secrétaire général de donner d'urgence à la Commission les ressources dont elle avait besoin.

22. Le Comité a souligné combien il importait que les Etats membres s'expriment d'une manière unanime dans les divers organes des Nations Unies. Cela est particulièrement important en ce qui concerne la CNUCED, le Conseil, le PNUD et l'Assemblée générale. On a estimé que, pour promouvoir l'unité d'action souhaitée, le Président devrait adresser aux Etats membres des lettres exposant les décisions du Comité exécutif et que les délégations représentées aux sessions d'été du Conseil économique et social devraient recevoir pour instructions expresses d'exprimer les souhaits de l'Afrique. On a estimé que tous les membres du Comité exécutif devraient tout d'abord informer leur gouvernement des décisions prises par le Comité.

23. On a signalé que le Comité exécutif était disposé à donner au secrétariat tout le concours possible à condition d'être tenu complètement au courant de la situation. En particulier, un membre du Comité a demandé que lui soit fourni le texte du rapport de l'équipe chargée de l'étude sur la gestion. Le secrétariat a signalé à ce propos que l'exposé du Secrétaire général sur le rapport avait été diffusé au Siège et examiné par l'Assemblée générale. Le texte intégral du rapport était un document de caractère administratif destiné uniquement au Secrétaire général. Devant l'insistance des membres, le secrétariat s'est engagé à leur fournir le texte de l'exposé du Secrétaire général, qui avait déjà été diffusé au Siège.

24. L'observateur de la FAO a soulevé la question de la participation aux débats de personnes appartenant à la même catégorie que lui. On a appelé l'attention sur le règlement intérieur de la Commission qui autorise la

participation d'observateurs aux discussions générales. Le secrétariat a ajouté que dans la pratique la priorité était accordée aux Etats membres en ce qui concernait la participation aux débats.

25. Le secrétariat a informé le Comité des mesures examinées actuellement en vue de la programmation, de l'étude et de l'évaluation des activités économiques au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces mesures exigeaient une action à divers niveaux (national, multinational et régional). Les Etats membres, avec l'aide des représentants des pays du PNUD devraient profiter des facilités et de l'assistance mises à leur disposition par le système des Nations Unies sous la direction des Représentants résidents. On prévoyait que les commissions économiques régionales joueraient un rôle actif dans la planification, l'étude et l'évaluation des projets régionaux en collaboration avec le système des Nations Unies.

26. On était en train d'établir un inventaire des indicateurs statistiques sociaux et économiques existants et des organismes internationaux chargés de les rassembler et de les traiter. A la CEA, on estimait que l'on manquait de renseignements concernant la répartition du revenu, les données relatives à la balance des paiements, les prix pour tous les types de produits, l'emploi et le chômage, et les principaux agrégats des estimations des comptes nationaux. Ces limites et la qualité et l'opportunité des informations statistiques devaient être discutées à la septième session de la Conférence des statisticiens africains, à Dakar, dans le courant de l'année. La Conférence des planificateurs africains examinerait aussi les problèmes relatifs à ces questions en 1972, et les aspects démographiques seraient ensuite examinés par la Conférence des démographes africains au cours de cette année-ci.

27. En ce qui concerne les rapports entre le secrétariat et les autres organismes, on a estimé que des liens plus étroits devaient être établis et qu'un système analogue à celui de la Division mixte CEA/FAO pourrait être envisagé afin de faciliter et d'encourager une coopération plus efficace et plus productive. Le secrétariat a estimé que l'Etude annuelle des conditions économiques contenait un volume considérable de renseignements qui pourraient être nécessaires tout d'abord pour servir de base à la programmation et, ensuite, pour passer en revue et évaluer les résultats économiques. Le Comité a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre les commissions économiques régionales et le PNUD, ainsi qu'avec les institutions spécialisées des Nations Unies. On a estimé que cela était nécessaire afin d'éviter tout chevauchement inutile et d'encourager l'harmonisation à tous les niveaux. Le Comité s'est demandé si des mesures suffisantes avaient été prises pour adapter les activités du secrétariat à la prochaine conférence globale de l'ONUDI et aux prochaines réunions de la CNUCED. On pensait que ces activités complémentaires aideraient la CEA à servir la région dans ses rapports avec le reste du monde de manière plus efficace et fourniraient un instrument efficace en vue d'une action commune par les Etats africains. On a aussi fait valoir que le problème de la coopération au sein des Nations Unies était si complexe que la coopération de l'OUA avec les Nations Unies,

par l'intermédiaire du Groupe africain, serait peut-être un autre moyen d'aboutir à une action collective de l'Afrique. On a estimé qu'il fallait faire preuve d'une certaine prudence en ce qui concernait l'exposé des problèmes et des décisions de la CEA à la Conférence des chefs d'Etat de l'OUA. On craignait que cela n'entraînât une réaction à l'ONU du fait qu'un organe des Nations Unies se transformait en un instrument d'un organe extérieur aux Nations Unies.

28. Le secrétariat a souligné que dans le cadre des mesures prises par divers organismes internationaux ainsi que par des donateurs bilatéraux, il semblait que des missions d'enquête et d'évaluation de plus en plus nombreuses pourraient se rendre à l'avenir dans les divers pays. La Banque mondiale recrutait déjà un personnel nombreux qui serait chargé des missions d'enquête, d'examen et d'évaluation. Le PNUD envisageait des missions de programmation et il avait décidé de tenir compte des rapports établis par le Groupe de la Banque mondiale. C'est pourquoi le PNUD ne pourrait pas toujours organiser ses propres missions d'enquête, d'examen et d'évaluation. D'autre part, les donateurs bilatéraux continueraient à envoyer des missions et les institutions spécialisées des Nations Unies, suivant l'exemple du Plan indicatif mondial de la FAO, du programme de l'emploi de l'OIT et des activités au titre du nouveau programme de population pourraient organiser un nombre croissant de missions.

29. Le problème que posait cette évolution aux gouvernements africains était le fait que la fonction publique ne disposant pas d'effectifs suffisants pourrait être surchargée sinon submergée par un afflux de personnes venant de l'extérieur. Il fallait donc que les divers gouvernements africains établissent des mécanismes pour passer au crible les propositions en vue de missions et leur permettre d'être plus éclectiques dans l'examen et l'acceptation de l'aide. Le Comité a discuté longuement de ce problème et a estimé qu'il concernait essentiellement les Etats membres, compte tenu du fait que ces missions étaient parfois demandées tandis que d'autres, bien que n'étant pas demandées, n'étaient pas rejetées par eux. Certaines délégations ont fait remarquer que la situation économique particulière de divers pays et le désir d'obtenir une aide technique et financière pour l'exécution des projets les amènent parfois à recevoir ces missions. Cependant, les membres du Comité ont reconnu les risques que présente le nombre excessif des missions et des équipes chargées d'études et d'évaluation et on a suggéré qu'un document pourrait être préparé par le secrétariat pour fournir des directives aux Etats membres afin de leur permettre de résoudre les problèmes difficiles liés à la création d'un mécanisme national efficace concernant l'aide.

30. Le Comité a demandé au Secrétaire exécutif de préciser les formes d'assistance que le secrétariat serait en mesure d'offrir aux Etats membres pour leur permettre de préparer les discussions et de coopérer avec les missions chargées de passer en revue et d'évaluer les études économiques. Le secrétariat a indiqué que son service consultatif en matière de planification apportait déjà une assistance qu'il espérait voir amplifiée grâce aux activités des équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour

le développement. D'autre part, le Groupe des études économiques du secrétariat avait accumulé une documentation à laquelle on pouvait faire appel pour l'élaboration d'études économiques nationales annuelles. En outre, le Groupe prêtait son concours pour la préparation de ces études et fournissait des services consultatifs et de formation aux Etats membres. Le secrétariat a encore indiqué qu'une coopération plus étroite entre les services de documentation des Etats membres et le secrétariat permettrait d'améliorer le champ et la qualité de l'Etude annuelle sur les conditions économiques en Afrique et valoriserait l'assistance que le secrétariat pourrait apporter aux Etats.

31. Le secrétariat a ajouté que l'aide était devenue une affaire très compliquée et que si l'on ne prenait pas garde, les propositions et les offres faites par les institutions donatrices pourraient détourner l'attention des objectifs nationaux. En outre, en élaborant les plans et en conseillant les pays en voie de développement, les experts étrangers ne parvenaient pas toujours à satisfaire les aspirations de la masse de la population. Souvent, les techniques de planification hautement perfectionnées n'étaient pas adaptées aux conditions existantes. Selon le secrétariat, certains problèmes des pays en voie de développement, tels que l'inflation provoquée ou aggravée par la pénurie de produits alimentaires et de produits d'importation, l'utilisation insuffisante des ressources humaines et les difficultés en matière de balance des paiements ne semblaient pas à même d'être traités sur la base des théories formulées dans les pays développés. Les divers types d'assistance ne profitaient pas tous aux pays qui la recevaient. C'est pourquoi on estimait souhaitable d'encourager une action indépendante en matière de décision et d'exécution des projets à l'échelon national, en conformité si possible avec les aspirations régionales.

32. Le Comité a rappelé que la Stratégie pour l'Afrique au cours des années 70 avait déjà défini les objectifs que les divers pays africains pourraient décider d'adopter. Seuls un mécanisme de planification des gouvernements africains et un autre organe national approprié pourraient déterminer les rapports entre les divers pays et entre chaque pays et les institutions donatrices. Au niveau de la coopération sous-régionale, on pourrait peut-être prendre certaines décisions multinationales.

33. Le représentant d'un organisme participant en qualité d'observateur a fait remarquer que certaines missions étaient payées par les pays bénéficiaires. La décision d'accepter ou de refuser une mission était un problème purement intérieur, mais certains pays se laissaient influencer par l'idée que les missions étrangères contribuaient à engendrer les crédits et les capitaux en vue du financement des projets et des programmes de développement. Il a appuyé l'idée selon laquelle, au sein des gouvernements, les modalités d'utilisation de l'aide devaient être harmonisées et que l'on pouvait y parvenir plus facilement grâce à une harmonisation multinationale des objectifs en matière d'activités sous-régionales.

Exécution du programme de travail

34. Présentant le point de l'ordre du jour sur l'exécution du programme de travail de la Commission, le secrétariat a signalé deux problèmes importants : d'une part le recrutement et d'autre part la pénurie de fonds.

35. En ce qui concerne le recrutement, il a rappelé le rapport de l'équipe des Nations Unies chargée de l'étude de gestion qui a recommandé un accroissement du nombre des administrateurs de 142 à 160, soit 18 postes de plus que les effectifs approuvés pour 1970. Ce rapport recommandait également un accroissement du nombre des agents des services généraux de 242 à 259, soit 17 postes de plus que les effectifs approuvés pour 1970. Ces accroissements ne se sont pas tous matérialisés étant donné que le Siège n'a pu attribuer que 7 postes d'administrateurs et 5 postes d'agents des services généraux. Les postes restants seront pourvus quand le secrétariat aura pourvu les vacances existantes.

36. Le deuxième problème se rapporte aux services consultatifs aux gouvernements membres qui risquent d'être réduits étant donné que les postes de conseillers régionaux n'ont pas été pourvus en raison de la pénurie de fonds. En 1970, il y avait 39 postes de conseillers régionaux dont 32 relevant du programme ordinaire de l'ONU, 2 du Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques et 5 de l'ONUDI; seulement 24 de ces postes ont été pourvus faute de fonds. En 1971, il y avait au total 31 postes de conseillers régionaux dont seulement 23 étaient pourvus, 19 dans le cadre du programme ordinaire de l'ONU, 1 par le Fonds pour les activités démographiques et 3 par l'ONUDI, soit la suppression en 1971 de 8 postes de conseillers régionaux par rapport à l'année précédente par suite de la réduction des crédits alloués au programme ordinaire d'assistance technique qui ne sont plus que de 240 000 dollars des Etats-Unis contre 590 000 en janvier 1970 et au passage du régime de membre associé à celui de membre à part entière de la Caisse commune des pensions. Il a été indiqué que l'augmentation des traitements prévue pour 1971 risquait d'entraîner un déficit de 58 681 dollars des Etats-Unis du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU (à l'exclusion de l'allocation en roubles) si le nombre des conseillers régionaux n'était pas réduit de moitié, ce qui aurait naturellement pour résultat une réduction des services des conseillers régionaux.

37. Les membres du Comité ont demandé quelles étaient les mesures envisagées pour neutraliser le déficit attendu et ne pas avoir à réduire les effectifs déjà insuffisants pour la réalisation du programme de la CEA et s'il n'y aurait pas un moyen pour la CEA d'utiliser son allocation en roubles; si la CEA ne pourrait pas réduire son programme de conférences et de services consultatifs afin de conserver ses ressources en personnel et en capitaux; si les roubles ne pourraient pas être échangés contre de l'or; s'ils ne pourraient pas être utilisés dans les pays où ils sont cotés; si l'on ne pourrait pas tenir davantage de conférences au siège de la CEA à Addis-Abéba pour faire des économies ? Un membre du Comité a fait remarquer que le secrétariat de la CEA avait élaboré son programme de travail et son ordre de priorité sur la base des résolutions de la Commission, que les projets

en question étaient maintenant subordonnés aux ressources dont dispose le secrétariat, que le Comité exécutif se trouvait en face d'un problème de gestion et qu'il lui appartenait de faire des recommandations concrètes en vue de l'accroissement des ressources du secrétariat pour lui permettre d'exécuter son programme de travail, et que les vœux des gouvernements et l'aptitude de la CEA à satisfaire les besoins des gouvernements membres étaient désormais disproportionnés. Les représentants ont recommandé que la CEA n'essaye pas de faire tout elle-même, mais encourage la création d'institutions locales pour la solution des problèmes individuels aidées par les organisations et institutions internationales.

38. L'observateur de l'OIT a insisté sur la nécessité pour la CEA de collaborer avec les institutions spécialisées pour l'élaboration et l'exécution des programmes. Il a ajouté que c'était ce qui s'était fait jusqu'à présent et que cela devait continuer, mais toutefois que le programme de travail devrait indiquer plus clairement la nature et le degré d'une telle coopération.

39. Le secrétariat a présenté le programme de missions, de promotion des échanges, de colloques, de réunions et de conférences.

40. Pour ce qui est des réunions, on a fait remarquer que depuis la dixième session, le secrétariat avait organisé 9 réunions, 3 cours de formation, 4 séminaires et 20 missions sur le terrain. Pour 1971, sont prévus 36 réunions, 14 cours de formation, 8 séminaires et 2 voyages d'étude. Il a été suggéré que le Comité exécutif devrait s'assurer des résultats de ces activités, de leurs répercussions et de leur utilité et faire, le cas échéant, des propositions en vue de leur réduction.

41. Le programme d'administration publique a ensuite été présenté aux membres du Comité exécutif.

42. Lors de la réunion du Comité technique d'experts, le Secrétaire exécutif avait demandé et reçu les pouvoirs nécessaires pour refondre le programme d'administration publique. Les changements jugés nécessaires dans le domaine de l'administration publique tenaient à la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines ci-après :

- a) Perfectionnement d'administrateurs supérieurs et de personnel d'exécution;
- b) Gestion des entreprises publiques;
- c) Programmes locaux de formation d'experts comptables et de secrétaires;
- d) Amélioration des administrations postales;
- e) Administration des programmes nationaux de développement.

43. Après 10 années de services consultatifs aux gouvernements sur leurs systèmes d'administration publique, et l'évaluation de son propre programme dans ce domaine, le secrétariat était parvenu à la conclusion que le problème devait être divisé en deux parties : d'une part les systèmes d'administration français et, d'autre part les systèmes d'administration anglais. Les pays africains ont hérité de deux traditions fondamentales : celle d'inspiration anglaise et celle d'inspiration française. Cette constatation avait conduit à l'élaboration de deux programmes de travail, non pas pour perpétuer les différences héritées de l'époque coloniale mais en vue d'une meilleure efficacité en fondant les activités du secrétariat sur des bases fermes et réalistes tout en introduisant des réformes prudentes afin que progressivement les pratiques et les concepts administratifs répondent aux nécessités africaines.

44. En préparation du programme pour les pays anglophones, le secrétariat avait envoyé le chef de la Section de l'administration publique dans les différents pays concernés afin de déterminer leurs besoins. Sur la base des renseignements rassemblés, le secrétariat avait arrêté cinq projets. Ces projets ne seront considérés comme officiels que lorsqu'ils auront été approuvés par le Comité technique d'experts qui doit se réunir en 1972.

45. En ce qui concerne le programme relatif aux pays francophones, la méthode adoptée était essentiellement la même : le secrétariat avait analysé toutes les demandes reçues des 22 pays francophones depuis 1962, ce qui lui avait permis d'identifier leurs besoins et de préparer pour chacun de ces pays une "fiche de renseignements". Le projet de programme soumis au Comité avait été élaboré à partir des fiches de renseignements ainsi établies. Il comprenait cinq projets dont l'exécution durerait jusqu'à la fin de la décennie et qui représentaient pour ainsi dire la quintessence des besoins des pays en cause.

46. Les besoins formulés par le passé pouvaient cependant avoir changé, ou les gouvernements avoir défini de nouvelles priorités. Le secrétariat avait donc envoyé à tous les Etats leurs fiches de renseignements respectives, en leur demandant de les mettre à jour et de les lui retourner pour octobre 1971, de manière qu'une mission puisse être envoyée pour discuter du projet de programme avec les autorités compétentes et recueillir des observations et des renseignements dont il serait tenu compte dans un projet définitif qui serait préparé par le secrétariat et soumis au Comité technique d'experts en 1972.

47. Le secrétariat estimait que la méthode adoptée répondait au vœu formulé par le Comité exécutif, d'un programme de travail conçu en fonction des besoins réels de chaque pays. Il lui paraissait également que l'importance accordée à l'assistance directe fournie aux gouvernements répondait au souci exprimé par la Commission, à sa neuvième session, de voir le secrétariat jouer un rôle plus opérationnel.

48. Commentant le programme d'administration publique de la Commission, certains membres du Comité, tout en louant les efforts du secrétariat, ont estimé que l'établissement d'une distinction marquée entre les systèmes

administratifs anglais et français constituait, en ce qui concerne l'Afrique, un problème assez délicat. Il a été souligné avec insistance que cela ne signifiait pas que les deux groupements devaient continuer d'élaborer des systèmes séparés. Il devait être possible pour les pays africains francophones et anglophones, et par conséquent pour les pays autrefois liés à la Belgique, de coopérer dans l'élaboration de leurs systèmes respectifs d'administration publique, et d'apprendre ainsi les uns des autres. Là était l'esprit de l'unité africaine. Les ressources doivent être mises en commun, de manière que les gouvernements des pays membres puissent s'informer de ce que chaque système a de meilleur.

49. On a également fait valoir que, si les pays africains étaient sous-développés, il existait des degrés dans le sous-développement. Les programmes de la CEA devaient donc tenir compte du degré de développement des divers pays. Des programmes différents seraient nécessaires pour certains pays, et les stages de perfectionnement et autres programmes de formation devaient être conçus de façon à convenir à différentes catégories de personnel administratif. Dans les programmes destinés aux pays francophones on avait accordé une trop grande importance aux aspects juridiques de l'administration. Dans les circonstances actuelles, il apparaissait plus important d'insister sur la formation d'hommes d'affaires et de gestionnaires. Pour l'administration des finances, le système français avait recours à des écoles spécialisées. Afin de résoudre les problèmes liés à l'aide et au développement et faciliter les négociations en vue des investissements, il apparaissait nécessaire aussi d'assurer une formation aux techniques de planification, d'évaluation et d'exécution des projets.

50. Parmi les autres points soulevés par les membres du Comité figurait la possibilité de réduire le nombre des conférences et l'harmonisation et la coordination des réunions de manière à éviter les chevauchements. La nécessité d'adapter le programme d'administration publique à la psychologie et aux systèmes de valeur des populations africaines a aussi été soulignée. Un problème fondamental pour les gouvernements africains tenait, a-t-on suggéré, à leur incapacité de mettre en oeuvre des programmes de plans de développement. Pour un autre membre du Comité, l'Afrique d'aujourd'hui avait besoin que l'accent soit mis sur les questions d'administration publique, notamment dans les secteurs clés. On a aussi estimé que la notion générale d'administration publique prise en charge par un seul service devait être réexaminée de manière à pouvoir arrêter de bons programmes de formation mettant à contribution tous les services de la Commission.

51. L'observateur de l'OIT a fait remarquer que les organisations internationales ne pouvaient réaliser que ce que les pays leur demandaient d'exécuter, de sorte que le travail accompli par le secrétariat de la CEA en pré-cisant, par l'intermédiaire des rapports d'enquête et des services consultatifs, les besoins des gouvernements, avait permis à d'autres organisations d'offrir une assistance dans des domaines où les gouvernements africains en ressentaient le besoin. L'urgente nécessité pour les gouvernements africains de tenir compte des aspects sociaux du développement était ainsi apparue.

Il en résultait souvent une instabilité à caractère politique ou autre, sous forme de problèmes de chômage, etc.. La coopération de la CEA et des institutions spécialisées était donc très importante. S'agissant de l'administration publique, l'observateur de l'OIT a fait observer qu'il y avait certaines similitudes entre le programme révisé de la CEA et le programme du CAFRAD pour 1971-1974. Il a fait valoir que la Section de l'Administration publique de la CEA pourrait peut-être collaborer avec le CAFRAD pour exécuter ces programmes, en particulier lorsqu'il s'agirait d'organiser des réunions, des groupes d'études, des séminaires, etc. de manière à fournir une assistance coordonnée aux Etats membres.

52. En réponse aux diverses questions soulevées par des membres du Comité et par des observateurs à propos du point de l'ordre du jour à l'examen, le secrétariat a d'abord évoqué une question antérieurement posée sur la formation d'économistes spécialisés dans les transports. La formation d'économistes des transports ainsi que des séminaires sur les transports étaient prévus dans le programme de la Section des transports du secrétariat. Des instituts des transports existaient dans certains pays, comme l'Algérie et le Togo, et le Gabon s'intéressait à la création sur son territoire d'un autre institut qui pourrait servir à l'ensemble de la sous-région. Le secrétariat a fait remarquer également que l'on cherchait à faire participer tous les départements aux différents programmes de formation mis en oeuvre actuellement mais que les efforts dans ce sens exigeaient davantage de ressources.

53. Le secrétariat a fait remarquer que le personnel de la Section de l'administration publique était composé presque exclusivement de conseillers régionaux. Si l'on avait permis à la réduction du nombre des conseillers régionaux de s'étendre à la Section de l'administration publique, c'était pour permettre le recrutement d'administrateurs supplémentaires pour s'occuper des propositions déjà examinées par le Comité. Le système d'administration publique employé aux Nations Unies reconnaissait deux types de personnel : celui qui était nécessaire pour renforcer immédiatement une administration (personnel de type OPEX), et celui qui était destiné à se consacrer à la formation intensive de personnel existant dans un service public.

54. S'agissant de la question des roubles non convertibles, le représentant du secrétariat a signalé qu'on s'efforçait de recruter du personnel en URSS et que le Siège de l'ONU avait indiqué que des crédits spéciaux pourraient être accordés pour couvrir la partie des traitements non payables en roubles. On a fait remarquer que ce genre de financement limitait les possibilités de sélection du personnel et ne pouvait être considéré comme un arrangement satisfaisant. Le secrétariat essayait depuis 10 ans de fournir aux gouvernements africains une assistance en matière d'administration publique. Les conseillers engagés spécialement à cet effet avaient tendance à appliquer des méthodes périmées. Chaque conseiller s'efforçait d'introduire les systèmes nationaux qui lui étaient familiers et qui dataient de l'époque coloniale. On avait constaté que cela représentait une perte de temps et d'efforts.

55. Le secrétariat partageait les mêmes vues que les membres du Comité sur la nécessité d'éviter de perpétuer les différences de systèmes d'administration entre pays anglophones et francophones. Elle avait formulé un programme fondé sur une connaissance approfondie des systèmes administratifs en vigueur dans les pays anglophones. Sous l'impulsion du Secrétaire exécutif adjoint, qui avait été dans son propre pays à la tête d'un institut d'administration publique, on tentait actuellement de formuler un programme qui réponde aux besoins des pays francophones et qui soit valable dans la limite des pratiques courantes. Le secrétariat appuyait la proposition tendant à la création d'instituts d'administration publique dans les différents pays et pensait que les méthodes utilisées par l'Organisation des Nations Unies pour la mise en place d'instituts démographiques et d'instituts de statistique pourraient être appliquées.

56. Répondant à la demande concernant les cours de recyclage destinés aux cadres supérieurs, le représentant du secrétariat a fait valoir que certains des séminaires organisés tendaient à répondre à cette préoccupation, mais que le besoin de formation de personnel subalterne était très grand. Le secrétariat coopérait avec l'IDEP et le Siège de l'ONU pour organiser des cours portant sur les techniques de planification, l'évaluation des projets et le contrôle des résultats. L'IDEP avait conclu des arrangements spéciaux avec la BIRD, ainsi qu'avec des instituts rattachés à des universités, en vue de l'organisation de séminaires et de stages de formation spécialisés. Une assistance pour les questions financières et budgétaires était offerte par les diverses divisions du secrétariat, notamment pour appuyer les activités de formation de l'Association des banques centrales africaines.

57. Le représentant du secrétariat a appelé l'attention sur la nature des 20 missions qui avaient été organisées au cours de l'année, et les a présentées comme un effort du secrétariat pour se rendre opérationnel, soulignant que cet effort était un indice de la capacité croissante du secrétariat à répondre aux demandes particulières des Etats membres.

58. Se référant aux commentaires concernant le nombre des réunions, le secrétariat ne pensait pas qu'un moratoire sur les réunions apporterait une solution pratique aux problèmes dont le Comité était saisi. Ces réunions procédaient de résolutions et de décisions de la Commission, et pouvaient être classées en trois catégories : celles qui offraient des occasions de négociations, celles qui offraient des possibilités de formation et celles qui contribuaient à l'information de l'opinion africaine sur les développements intervenant à l'échelle régionale et globale. Si des réunions étaient annulées, il n'était pas certain que les crédits correspondants puissent être mis à la disposition de la Commission. Cela pouvait représenter une perte pour la région. En vertu des dispositions en vigueur, les Etats membres pouvaient refuser les invitations à participer à des réunions qu'ils jugeaient n'avoir aucun rapport avec leurs besoins; si la réponse à une invitation ne lui donnait pas satisfaction, le secrétariat prenait d'autres dispositions à l'intention des pays qui avaient besoin des services initialement prévus. En outre, le secrétariat doutait que la tenue de réunions en dehors du Siège pût contribuer à comprimer les dépenses. En fait, on pouvait aboutir au résultat contraire.

59. En conclusion, le secrétariat a pris note de la suggestion selon laquelle il faudrait peut-être prendre des dispositions particulières pour aider les pays qui avaient hérité du système administratif belge. Mais il a estimé que l'association de ces pays avec l'OCAM, ainsi que la grande similitude qui existait entre les systèmes belge et français justifiaient peut-être que l'on ne prenne en considération que les deux traditions fondamentales influençant l'Afrique, à savoir les traditions française et anglaise.

60. Par principe, le secrétariat s'était efforcé de concevoir ses activités en fonction de l'évolution intervenue au sein des Nations Unies. Hormis les relations particulières du secrétariat avec la FAO et l'OIT, la Division du commerce servait d'antenne de la CNUCED en Afrique. La Division de l'industrie jouait le même rôle par rapport à l'ONUDI. La place particulière faite aux Nations Unies aux problèmes de l'environnement ainsi qu'au programme de population se reflétait dans les activités de la Section des ressources naturelles et du Centre des programmes de population de la CEA. On pouvait en dire autant du Programme mondial de l'emploi de l'OIT. De cette manière, les pays africains avaient été en mesure de se maintenir en contact avec les programmes universels et de faire valoir un point de vue régional. La suggestion tendant à ce que la CEA collabore avec les organes des Nations Unies et avec des organes extérieurs ne faisait que confirmer la pratique suivie par la CEA. Toutefois, il serait utile que les participants africains aux conférences organisées par d'autres organes des Nations Unies fassent valoir la nécessité pour ces organes de collaborer avec la CEA.

61. Un membre du Comité s'est élevé contre le fait que le secrétariat décide d'accepter ou de rejeter les propositions formulées par le Comité. Il a estimé que si le secrétariat poursuivait dans cette voie, il était inutile que le Comité se réunisse encore. Il a été précisé à cet égard que le Comité avait le devoir et la compétence voulue pour formuler les recommandations que le secrétariat avait à exécuter.

Activités à l'échelon sous-régional et équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement

62. En présentant cette question, le représentant du secrétariat a déclaré que, outre de détacher des fonctionnaires auprès des bureaux sous-régionaux pour des périodes prolongées dans l'intérêt des groupements économiques multinationaux existant dans ces sous-régions, le secrétariat avait envoyé, comme par le passé, un grand nombre de missions à ceux de ces groupements qui en avaient fait la demande, afin de leur rendre des services consultatifs touchant les questions énumérées dans les documents E/CN.14/ECO/28 et E/CN.14/ECO/31. Au cours des contacts que le secrétariat a établis avec les organisations multinationales, il a eu l'occasion d'aider certaines d'entre elles à prendre des mesures visant à renforcer leurs dispositifs institutionnels conformément aux propositions consignées dans la résolution 221(X).

63. Le secrétariat a signalé que le document E/CN.14/ECO/28 se référait aux progrès acquis en ce qui concerne la création des équipes multinationales et interdisciplinaires de conseillers pour le développement. Selon les informations reçues du Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'équipe destinée à l'Afrique du centre faisait les progrès les plus rapides. Les candidats pour 1971 étaient choisis en coopération avec le chef de l'équipe et le Siège de l'ONU, et les membres de l'équipe devaient assumer leurs fonctions avant la fin de l'année. Des arrangements analogues étaient en cours en vue de la constitution de l'équipe pour l'Afrique de l'ouest. D'une manière générale, les progrès dans ce domaine pourraient être toutefois entravés par l'incertitude qui pesait actuellement au sujet du financement, même si l'opinion du secrétariat selon laquelle des ressources plus importantes devaient être affectées à chacune des équipes avait été largement acceptée.

64. Le document indiquait aussi que certaines tendances qui s'étaient fait jour dans les groupements économiques s'étaient poursuivies au cours de la période considérée. Par exemple, il était évident que dans le cadre des groupements existants, il y aurait toujours des groupements particuliers composés d'un petit nombre d'Etats membres ayant certains intérêts en commun. C'est ainsi que, s'agissant de la Commission du fleuve Niger, on s'était rendu compte au cours de la sixième session tenue en avril 1971, de l'impossibilité d'éveiller chez tous les Etats membres un intérêt permanent pour tous les projets. Par exemple, on a constaté que le projet concernant l'énergie solaire intéressait par priorité les pays de la région sahélienne semi-aride, le projet de développement de la pêche, à l'heure actuelle, le Niger et le Dahomey et le programme de développement intégré de Liptako-Gourma uniquement la Haute-Volta, le Mali et le Niger.

65. Il convenait de tenir compte des problèmes que posait l'impossibilité de définir, à l'unanimité, des intérêts communs, car cette question commençait de préoccuper de nombreux groupements africains. A quelques rares exceptions près, les pays ne s'intéressant pas à des programmes déterminés avaient tendance à faire preuve d'une certaine impatience, quand ils étaient obligés d'examiner en séance plénière, des projets ne concernant qu'un nombre restreint de pays. Il était toutefois réconfortant de noter que la Commission du fleuve Niger, à sa récente réunion, avait pris acte de la nécessité de trouver une formule qui permette de coordonner les différents intérêts particuliers dans le cadre d'un groupement multinational quel qu'il soit.

66. Une autre évolution qui semblait préoccuper certains observateurs était la tendance qui conduisait de nouveaux groupements autonomes à se séparer des groupements existants, et certains membres à se retirer des organisations existantes. Outre les facteurs politiques, le problème de la répartition équitable des avantages découlant de l'intégration en avaient été la cause fondamentale. Le secrétariat était donc heureux de poursuivre activement l'étude spéciale de ce problème, qui permettrait, il fallait l'espérer, de dégager les décisions et mesures appropriées. Le rapport sur cette étude serait présenté ultérieurement au Comité exécutif pour examen. Pour compléter

cet aperçu sur l'évolution qui se poursuivait au sein des groupements existants, le secrétariat a fait observer que certains pays avaient récemment rejoint des groupements techniques établis de longue date et qu'ils étaient en voie de s'associer à des entités économiques de caractère politique.

67. La discussion qui a suivi a porté surtout sur le compte rendu des activités entreprises par les organisations multinationales, présenté au document E/CN.14/ECO/28, les progrès acquis en ce qui concerne la création des équipes multinationales, les relations entre ces équipes et les bureaux sous-régionaux et sur la stratégie de la CEA pour la coopération économique en Afrique. Plusieurs membres ont demandé que des modifications de forme soient apportées au texte du document. Plutôt que de citer à titre d'exemples un petit nombre d'activités de coopération multinationales entreprises au cours de la période considérée, il serait préférable, soit de présenter un aperçu général de ces activités, soit de faire figurer en annexe aux documents une liste complète des faits nouveaux intervenus.

68. On s'est quelque peu inquiété des tendances négatives qui se faisaient jour en matière de coopération économique; d'autre part, plusieurs membres ont émis l'avis que l'on n'avait pas insisté suffisamment sur les faiblesses et les lacunes des efforts en vue de la coopération économique déployés en Afrique. Le secrétariat a expliqué que les efforts qu'il avait entrepris jusqu'ici pour obtenir des renseignements à jour n'avaient abouti qu'à des succès partiels. C'est pour cette raison que le rapport sur l'évolution de la coopération économique n'avait pu être établi en des occasions précédentes. On a rappelé dans quelle mesure la publication de ce rapport dépendait de la coopération active des Etats membres. Contrairement aux opinions exprimées par certains membres du Comité exécutif, la nécessité de présenter un exposé des progrès et des difficultés en matière de coopération économique comme condition préalable à un jugement bien posé sur la situation n'échappait pas au secrétariat. C'est pour cette raison que les problèmes rencontrés avaient été évoqués dans le document. Le secrétariat n'avait pas laissé entendre que la coopération économique progressait d'une manière tout à fait satisfaisante dans la région; au contraire, dans les rapports sur les missions de coopération économique entreprises en Afrique de l'ouest et en Afrique du centre qu'il avait présentées au Comité exécutif à des réunions antérieures, le secrétariat avait exposé certains obstacles qui entravaient les progrès dans ce domaine.

69. Il a aussi été demandé au secrétariat de présenter des renseignements plus complets sur le concours qu'il apportait à l'activité des groupements multinationaux. Le secrétariat a expliqué que les renseignements figurant dans le rapport à l'examen contenaient tous les éléments nécessaires. On a fait valoir que le secrétariat devrait s'assurer la participation de l'OUA à la conférence des organisations multinationales de coopération économique qui devrait se tenir à Abidjan dans le courant de l'année. Le secrétariat a signalé qu'à la demande de la CEA, la Banque africaine de développement, qui avait à l'origine lancé ce projet essayait d'obtenir le concours de l'OUA.

70. Plusieurs membres ont insisté sur la nécessité d'éviter les doubles emplois et la concurrence entre les bureaux sous-régionaux de la CEA et les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement. Des doutes ont été exprimés quant à l'opportunité d'installer ces équipes hors des bureaux sous-régionaux de la CEA; le secrétariat a précisé qu'il s'agissait surtout de permettre aux pays de chaque sous-région de recevoir de ces deux sources une assistance technique suffisante. L'emplacement précis de chaque équipe a été choisi en consultation avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements intéressés, compte tenu de la possibilité d'obtenir des services comparables dans les pays mêmes.

71. Plusieurs interventions ont porté sur la nécessité de définir clairement le mandat de ces équipes, afin qu'elles se consacrent entièrement à la coopération économique, qu'elles n'agissent pas à l'encontre des objectifs de la CEA, et enfin qu'elles aient un rôle distinct à jouer. Le secrétariat a reconnu qu'il pourrait y avoir là un certain risque, mais il a fait observer que les équipes étaient conçues de manière à apporter un complément aux activités des bureaux et des institutions sous-régionaux. Si des restrictions d'ordre budgétaire ont empêché de déléguer des membres du secrétariat de la CEA auprès des bureaux sous-régionaux, ces derniers ont pu apporter une contribution substantielle aux travaux des groupements multinationaux, grâce à l'envoi de fonctionnaires du secrétariat dans les différentes sous-régions pour des longues périodes.

72. Il a été reconnu que les ressources plus importantes des équipes de conseillers des Nations Unies pour le développement les mettraient dans une situation avantageuse par rapport aux bureaux sous-régionaux. Le secrétariat a fait observer que la CEA veillait, par une consultation attentive avec les gouvernements qui devaient recevoir les équipes précitées, une évaluation détaillée de leurs besoins et la mise au point des programmes appropriés, à éviter toute divergence entre les activités des équipes et celles du secrétariat. Au cours de la mise en oeuvre, il est prévu, en collaboration avec les institutions spécialisées, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et les gouvernements intéressés, d'examiner les programmes afin de s'assurer qu'ils satisfont pleinement aux besoins des gouvernements intéressés. On a relevé que, si les objectifs des équipes étaient contenus dans leur mandat, ce n'était que pendant la mise en oeuvre d'un plan que les tâches spécifiques se dessineraient nettement. De par leur nature même, les équipes de conseillers ne pouvaient offrir en matière de planification et d'élaboration des projets la même assistance que les experts affectés dans les différents pays.

73. L'une des principales tâches des équipes consisterait à aider les gouvernements à établir les programmes nationaux de développement de manière telle qu'ils tiennent dûment compte des exigences de la coopération multinationale et à déterminer leurs besoins en assistance technique. Elles souligneraient aussi la nécessité de coopérer sur le plan macro-économique avec d'autres experts ainsi qu'avec les techniciens nationaux des ministères et départements intéressés. Cette assistance ne pourrait manquer de compléter celle qui pourrait être obtenue d'autres sources.

74. On a exprimé des doutes quant à la question de savoir si le mouvement africain de la coopération économique suivait une direction conceptuelle claire et si le secrétariat avait cherché à orienter le mouvement dans un cadre reconnu. Dans sa réponse, le secrétariat a rappelé ses études antérieures sur la coopération économique et son analyse actuelle des critères utilisés pour mesurer les gains et les pertes dans les processus d'intégration économique. Le Comité exécutif avait déjà demandé au secrétariat d'entreprendre une étude sur les possibilités de rationaliser les groupements existants et des missions avaient été constituées à cet effet. Dans leurs conclusions, ces missions ont reconnu que de nombreux gouvernements préféraient une méthode pragmatique allant des accords spéciaux sur les produits de base, de la coopération en matière de développement des zones de drainage, des zones de libre échange et des unions douanières, jusqu'à la participation à une communauté économique. Les chevauchements et certaines autres caractéristiques de cette méthode prêtaient le flanc à de sérieuses critiques, mais les gouvernements semblaient préférer, pour des raisons politiques et d'autres raisons d'ordre pratique, continuer à appliquer la plupart d'entre elles à l'heure actuelle.

75. Le secrétariat a fait observer que l'on utilisait seulement les sous-régions comme cadre géographique de la coopération économique lorsque cela s'avérait approprié pour certains projets de coopération, tels que le développement de la culture du riz. Dans d'autres cas, on adoptait des zones géographiques d'opération différentes, par exemple le financement du développement et la formation des planificateurs à l'échelon du continent, les programmes de transport entre deux ou plusieurs pays, et les projets d'aménagement de bassins fluviaux à une échelle géographique plus réduite, mais dépassant parfois les frontières sous-régionales.

76. On a reconnu la nécessité de reconsidérer les efforts de coopération économique et, à cet égard, on a cité le document E/CN.14/497 sur "Certains aspects institutionnels de la coopération économique en Afrique" et sur la résolution 221(X). Cependant, le Comité a estimé que les études antérieures effectuées par le secrétariat n'avaient pas traité pleinement les problèmes politiques que soulevait cette question et qu'il serait utile de faire procéder à une étude spéciale indépendante du genre de l'étude sur la capacité des Nations Unies, afin d'examiner ce problème. Cela serait particulièrement utile au cours des premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Une recommandation à cet effet a été adoptée. (Pour le texte de la recommandation, voir p. 37).

Résumé des réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général

77. Cette question a été présentée par le secrétariat sous la forme d'un exposé des tendances qui se dégagent des réponses données par 16 pays. Les pays dont les réponses étaient parvenues à temps pour la préparation du résumé étaient les suivants : Botswana, Espagne, Ethiopie, France, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Libye, Niger, République arabe unie, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan et Togo, soit 13 Etats membres et 3 Etats membres associés. Depuis la rédaction du résumé, six réponses supplémentaires avaient été adressées au secrétariat par la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Cameroun, Madagascar, le Maroc et la Tunisie. Les réponses des 16 premiers pays avaient été rassemblées et présentées en tant qu'additif 1 au Résumé (document E/CN.14/ECO/34), tandis que les réponses complémentaires formeraient l'additif 2.

78. La tendance générale indiquait clairement :

- a) La nécessité de coordonner en Afrique les activités des institutions spécialisées et autres organismes internationaux tels que le PNUD, l'ONUDI et la BIRD, et de créer des mécanismes de consultation à cette fin ainsi que pour établir une relation entre les activités de ces organismes et celles de la CEA.
- b) La nécessité de modifier les dispositions administratives et autres actuellement en vigueur au Secrétariat de l'ONU, pour éviter un chevauchement d'efforts entre les organisations internationales en général et, en particulier, entre ces organisations et la CEA.
- c) L'insuffisance criante, et par conséquent la nécessité d'un accroissement des ressources actuelles de la Commission en vue du rôle qu'elle devait jouer dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.
- d) La suggestion que la CEA, opérant comme les institutions spécialisées à tous les échelons pourrait souhaiter d'envisager une concentration de ses activités dans des domaines déterminés tels que la planification et la programmation des projets dans le cadre de la coopération multinationale, sous-régionale et régionale. Il n'y avait pas d'objection à ce que les institutions spécialisées adoptent, dans certains domaines, des structures régionales différentes de celles de la Commission. Mais, dans les domaines tels que la recherche, la planification et la mise en oeuvre des politiques d'ensemble, le secrétariat de la CEA était peut-être le cadre qui se prêtait le mieux à une action coordonnée.

- e) L'opportunité pour les institutions spécialisées d'établir des bureaux régionaux auprès du secrétariat de la CEA, ou de constituer avec lui des divisions mixtes, ou encore de détacher auprès de lui de hauts fonctionnaires afin de faciliter la consultation réciproque et la coordination des plans et programmes respectifs, ainsi que pour assurer la représentation du point de vue africain à l'égard des programmes de ces organisations à vocation mondiale.
- f) La nécessité, pour la CEA d'être étroitement associée aux activités des institutions spécialisées et des organes d'exécution, ainsi que d'être le principal coordonnateur de ces activités au niveau régional.
- g) La nécessité, pour les bureaux régionaux récemment créés du PNUD, de mettre au point des méthodes concrètes de coopération avec les commissions régionales.
- h) L'opportunité d'organiser des réunions biennales des directeurs et représentants du PNUD pour l'Afrique au secrétariat de la CEA, aux fins de consultation et de coordination.
- i) La nécessité de maintenir et d'intensifier entre la CEA et l'OUA, ainsi qu'avec les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales et avec les banques régionales de développement, une coopération qui était souhaitable et devait être encouragée.

79. A la suite de l'exposé du secrétariat, les membres du Comité ont formulé diverses observations sur les réponses elles-mêmes et sur leur version résumée; les représentants de certains des gouvernements n'ayant pas encore répondu au questionnaire du Secrétaire général ont exposé oralement les vues et les attitudes de ces gouvernements à l'égard des différentes questions contenues dans ce questionnaire. Les interventions, questions et observations à ce sujet peuvent être résumées comme suit :

- a) Les réponses des gouvernements traduisaient leur souci sincère de voir reconnaître le rôle important qui revenait à la CEA dans le développement de l'Afrique, et ces réponses devaient être transmises au Secrétaire général.
- b) La CEA devait décentraliser ses activités et faire une grande place à la planification et la programmation à l'échelon sous-régional.
- c) Dans l'intérêt de l'accélération du développement économique, il apparaissait nécessaire d'insister sur le besoin urgent de conclure des arrangements qui permettent à la CEA d'entreprendre des activités opérationnelles.

- d) Tout en acceptant l'entière responsabilité du développement, les gouvernements reconnaissaient le rôle complémentaire de l'assistance bilatérale et internationale. Le Comité a estimé que la CEA devait concourir à la programmation aux niveaux national, sous-régional, et régional. Un rôle particulier revenait à la Commission pour le lancement des programmes sous-régionaux et la coordination des efforts, et notamment la répartition de l'assistance des organisations des Nations Unies, du groupe de la Banque mondiale et des institutions donatrices nationales.
- e) L'assistance que la Commission avait déjà fournie à certains Etats membres pour l'établissement des plans nationaux de développement a été reconnue. Mais on a signalé la nécessité d'associer des fonctionnaires de la CEA au rôle de coordination qui incombe aux représentants résidents en matière d'assistance bilatérale et internationale. Il a été souligné que la Commission était particulièrement bien placée pour s'occuper du développement à l'échelon sous-régional et régional.
- f) On a estimé que la création de divisions mixtes constituées par la CEA avec les institutions spécialisées faciliterait la coordination des efforts du moins dans le cadre des Nations Unies, et que des fonctionnaires du secrétariat devraient participer aussi souvent que possible aux réunions des institutions spécialisées et de la Banque africaine de développement. Ce genre d'arrangement, a-t-on estimé, faciliterait la coopération sur le plan sous-régional.
- g) Le Comité a exhorté la CEA à intensifier son assistance à l'échelon sous-régional par le biais des équipes multidisciplinaires, ce qui serait d'un intérêt particulier en raison de l'expérience acquise par la CEA au cours de ses douze années d'existence.
- h) On a déclaré que l'on n'avait pas tenu suffisamment compte de Madagascar dans les mesures sous-régionales actuelles et qu'il fallait créer une nouvelle sous-région dont le siège serait à Tananarive.
- i) Le rapport Jackson n'avait pas traité du rôle et des fonctions des commissions économiques régionales. Lors de ses réunions antérieures, le Comité exécutif avait adopté une position claire sur ce problème et avait appelé l'attention du Conseil économique et social sur ses exigences. Le Secrétaire général avait demandé à connaître l'avis des gouvernements africains et ceux-ci avaient confirmé l'importance que les divers Etats accordaient aux travaux de la CEA. Le Comité devait réaffirmer ses vues sur la nécessité d'un renforcement des commissions économiques régionales et d'une décentralisation de leurs activités.

- j) Il était nécessaire que la CEA et les autres commissions économiques régionales, participassent aux réunions du Comité administratif de coordination au Siège ou qu'elles soient associées à ces réunions.
- k) Certaines institutions spécialisées avaient des bureaux régionaux en Afrique, mais on constatait que la plupart des décisions continuaient à être prises au siège de ces institutions. Cette pratique donnait lieu à des avis et des méthodes disparates de la part des pays africains, ce qui n'était pas favorable à un développement harmonieux. On pouvait considérer que cela militait en faveur des divisions mixtes, entre les institutions spécialisées et la CEA, et d'une décentralisation efficace des décisions et des activités à partir du siège des institutions.
- l) Le Comité s'est réjoui des rapports qui s'établissaient entre les nouvelles institutions telles que l'ONUDI, la CNUCED, le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques et le Centre de lutte contre la pollution du milieu et a exprimé le souhait que ces rapports seraient encouragés de manière appropriée afin de permettre aux commissions économiques régionales de fonctionner en tant qu'antennes régionales de ces institutions.
- m) On a reconnu que la plupart des institutions spécialisées étaient des organismes autonomes possédant leurs propres organes délibérants. Une méthode pratique consisterait à rechercher la collaboration de ces institutions, au lieu de chercher à les concurrencer ou à les remplacer. Certains membres ont estimé qu'à l'avenir la CEA pourrait s'occuper de secteurs tels que les transports, l'application de la science et de la technique au développement et les ressources minérales dont les institutions spécialisées et les organismes d'exécution ne s'occupaient pas suffisamment. Dans ces domaines, le secrétariat devrait établir des relations de travail précises avec les divisions compétentes du Département des Affaires économiques et sociales du Siège.
- n) Sept pays africains, membres du Conseil économique et social, avaient fourni des réponses au questionnaire et ils devaient être encouragés à appuyer les points de vue présentés dans le résumé des réponses soumis par les Etats membres de la CEA à la prochaine session du Conseil économique et social, lorsque ce problème serait examiné. Ils ont été priés d'insister pour que l'on prévoie des crédits budgétaires distincts pour les commissions économiques régionales. On a suggéré aussi que les Etats membres africains appuient l'opinion collective de la Commission dans les divers organismes de l'ONU, notamment le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

- o) Enfin il a été décidé que le compte rendu des délibérations sur ce point et les opinions des gouvernements seraient communiqués au Secrétaire général.

80. Le Secrétaire exécutif a communiqué les renseignements suivants aux participants pour indiquer dans quel sens se dirigent les efforts visant à faire participer davantage les commissions économiques régionales aux activités des Nations Unies :

- a) Le Secrétaire général avait créé un organisme non officiel (une réunion à l'échelon supérieur) pour avoir l'occasion d'échanger des avis avec les Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales.
- b) Un groupe consultatif attaché au Directeur du PNUD avait été créé et les Secrétaires exécutifs avaient été invités à faire partie de ce groupe.
- c) Les commissions économiques régionales avaient été invitées à se faire représenter par leur Secrétaire exécutif ou par des représentants du secrétariat aux récentes réunions préalables aux réunions du Comité administratif de coordination.
- d) Les Secrétaires exécutifs avaient été invités récemment aux réunions générales des Représentants résidents du PNUD et l'on examinait encore actuellement la possibilité de faire participer à ces réunions les Représentants résidents et les représentants des institutions spécialisées à l'échelon régional et sous-régional.
- e) Au début de cette année, le Secrétaire exécutif avait rencontré le Directeur adjoint du PNUD qui avait indiqué notamment que les commissions économiques régionales pouvaient :
 - i) Contribuer à l'établissement des programmes par pays;
 - ii) Jouer un rôle spécial en ce qui concerne les projets inter-pays en collaboration éventuellement avec trois ou quatre représentants résidents du PNUD qui devaient être désignés et chargés des projets et des programmes inter-pays;
 - iii) En vertu d'accords spéciaux avec le Département des affaires économiques et sociales et le BCT, les commissions économiques régionales pourraient être chargées de l'exécution des projets relevant de leurs domaines de compétence dans des cas appropriés.

Relations entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales

81. Le secrétariat a déclaré qu'aux termes de la résolution 191(IX) la question des relations entre la Commission et les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales devrait être au nombre des sujets que la Conférence des ministres était appelée à examiner. Comme suite à cette résolution, le secrétariat avait établi le document E/CN.14/INF/50 intitulé "Relations avec les organisations internationales et rapport sur leurs activités dans le domaine du développement économique et social en Afrique".
82. Le secrétariat a informé le Comité exécutif qu'il avait entrepris un certain nombre d'activités en coopération avec les autres organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'avec l'OUA, et il a cité, à titre d'exemple, certaines de ces activités menées au cours de la période biennale 1969-1971.
83. La coopération entre les secrétariats de la CEA et de la FAO avait abouti à un accord au sujet de l'élaboration et de l'exécution d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole de l'Afrique, à l'établissement d'études sur la coopération et les échanges intra-régionaux dans le domaine de l'agriculture portant sur les sous-régions de l'Afrique de l'ouest, de l'Afrique de l'est, de l'Afrique du centre et de l'Afrique du nord, à la création d'une association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest, qui pouvait être considérée comme un modèle de coopération pour d'autres activités intéressant le développement agricole, et à l'élaboration d'un programme de production du bétail pour la région africaine. Le secrétariat entretenait aussi des relations de travail étroites avec l'ONUDI en matière de promotion des investissements et d'établissement d'études portant sur des projets industriels déterminés; il coopérait avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Siège de l'Organisation des Nations Unies à des études sur le terrain et à l'établissement de rapports sur la coopération économique en vue du développement industriel dans les sous-régions de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique de l'est.
84. S'agissant du programme de la CEA en matière d'habitation, on a mentionné la coopération de la section de l'habitation du secrétariat avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège, ainsi qu'avec la FAO, l'OMS, l'OMM et le FIASE.
85. Pour ce qui concerne les problèmes de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre, le secrétariat a mentionné les efforts qu'il avait déployés afin de s'assurer, à titre régulier, le concours actif de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'IDEP aux activités intéressant le

perfectionnement de la main-d'oeuvre. A l'heure actuelle le secrétariat s'efforçait de coopérer avec certains organismes des Nations Unies pour l'élaboration, la conception et l'exécution de programmes convenus. Sur le plan technique, on s'efforçait d'instaurer des relations de travail plus étroites avec les bureaux de l'UNESCO à Nairobi et à Dakar ainsi qu'avec le bureau régional de l'OIT à Addis-Abéba.

86. Des relations de travail étroites avaient aussi été établies avec l'OUA en vue de l'organisation de réunions mixtes dans le but d'harmoniser la position des pays africains en ce qui concerne les questions que le secrétariat avait décidé de soumettre pour examen à différents organes de la CNUCED. S'agissant de la coopération avec les organismes des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales on a cité, comme exemple, les programmes de la CEA dans les domaines de la science et de la technique, du développement des statistiques, des transports, des communications et du tourisme, des ressources naturelles ainsi que le programme de population pour l'Afrique. On s'est aussi référé au concours apporté au secrétariat, au titre de l'assistance technique bilatérale, par différents gouvernements et organismes des pays plus avancés, afin d'agrandir les ressources très restreintes du secrétariat.

87. Pour conclure, le secrétariat a signalé que, si les objectifs pour différentes activités entreprises par le secrétariat pourraient être atteints grâce à des efforts concertés et à la coordination avec les autres organismes des Nations Unies, certains de ces organismes étaient encore préoccupés dans une certaine mesure par des questions de compétence. Ces préoccupations cédaient progressivement devant la conscience qu'il fallait coordonner d'une manière plus efficace les programmes relevant des domaines d'intérêt commun où il fallait élaborer des programmes conjoints et entreprendre d'urgence une action concertée pour permettre à la région africaine de retirer tous les avantages de ces efforts.

88. Au cours des débats qui ont suivi, certains membres du Comité ont fait observer que le rapport du secrétariat sur ses relations avec les organisations internationales et notamment les institutions spécialisées aurait dû contenir des propositions concrètes en vue de l'instauration d'une coordination plus efficace avec ces organismes dans le domaine de l'établissement et de la mise en oeuvre des programmes, afin d'éviter chevauchements et doubles emplois.

89. Le secrétariat a précisé que le document présenté portait sur différents aspects de la coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies, les organismes donateurs bilatéraux et autres organisations internationales. Si le rapport ne contenait pas de propositions en vue d'une coordination plus efficace, c'était parce que le Comité exécutif, à ses réunions précédentes, avait déjà étudié la question et recommandé que certaines des activités des organismes du système des Nations Unies soient décentralisées au profit du secrétariat de la CEA et qu'un système plus efficace de coordination des activités de développement soit établi.

90. Le secrétariat a également appelé l'attention sur les modalités actuelles de la coopération avec les institutions spécialisées, mentionnant en particulier les catégories d'arrangements suivantes :

- i) affectation au secrétariat de la Commission, comme agents de liaison, de fonctionnaires de certaines institutions spécialisées des Nations Unies;
- ii) création de divisions mixtes, et
- iii) établissement et mise en oeuvre de programmes de travail communs au secrétariat et à différentes institutions spécialisées et autres organisations des Nations Unies.

Le secrétariat a cependant souligné que, si l'affectation d'agents de liaison pouvait être considérée comme une disposition utile, ce système ne constituait pas le mécanisme le mieux approprié au genre de coordination efficace requis. Non seulement les fonctions et attributions des agents de liaison étaient limitées par la nature même de leur mission, mais ceux-ci ne possédaient ni l'autorité nécessaire ni le personnel voulu pour l'élaboration d'un programme unifié entre leurs organisations respectives et la Commission. Le secrétariat a en outre expliqué que la création de divisions mixtes présentait l'avantage de réduire les risques de chevauchements et de doubles emplois mais qu'elle ne résulterait en un programme de travail unifié que s'il existait un accord défini dans ce sens entre les secrétariats des deux organisations, comme c'était le cas pour la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. En conséquence, il serait opportun d'adopter un système dans le cadre duquel le secrétariat et chacune des institutions spécialisées des Nations Unies oeuvrant en Afrique pourraient élaborer et mettre en oeuvre un programme de travail unifié dans le domaine d'activités du ressort des institutions respectives dans le contexte d'un objectif de développement général convenu. Quoi qu'il en soit, à l'avenir, les rapports du secrétariat au Comité exécutif indiqueront si des progrès ont été ou non accomplis à la suite de ses efforts en vue de l'établissement d'arrangements plus efficaces pour la coordination de ses activités avec celles des institutions spécialisées des Nations Unies.

91. Le représentant de l'UNESCO a fait état du rôle de son Organisation en Afrique et donné des exemples des domaines dans lesquels elle avait collaboré avec le secrétariat de la CEA. Il a fait savoir au Comité que l'UNESCO était disposée à examiner toutes propositions concrètes de la CEA en vue d'une coordination plus étroite en matière d'élaboration et de mise en oeuvre des programmes.

92. Le représentant de l'OIT a lui aussi indiqué les activités de son Organisation et fourni des exemples de collaboration avec le secrétariat de la CEA. Il a estimé qu'un certain degré de décentralisation des activités des sièges des Nations Unies et des institutions spécialisées et autres organismes au profit des unités locales permettrait l'adoption de meilleurs arrangements de coordination.

93. En réponse à des questions posées par certains membres du Comité sur les possibilités pour les gouvernements d'obtenir individuellement une assistance technique bilatérale auprès des pays développés par l'intermédiaire de la CEA, le secrétariat a indiqué que si une demande précise était reçue d'un Etat membre, le secrétariat s'efforcerait de faciliter les arrangements nécessaires avec un pays ou une organisation susceptible de fournir une assistance. La plus grande partie de l'assistance technique bilatérale reçue par le secrétariat jusqu'à présent avait été destinée à l'aider à exécuter certains projets de son programme de travail approuvé aux sessions de la Commission.

94. Un membre du Comité, appelant l'attention sur les paragraphes 40 et 41 du document E/CN.14/INF/50, a suggéré qu'à l'avenir, des détails devraient être fournis, dans les rapports du secrétariat, sur l'assistance reçue des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le secrétariat a donné l'assurance qu'il en serait fait ainsi.

95. En réponse à une autre question concernant la coopération avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), mentionnée au paragraphe 29 du document E/CN.14/INF/50, le secrétariat a précisé que le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur général de l'UIT auraient prochainement des entretiens pour mettre au point des arrangements de nature à favoriser une coopération plus étroite.

96. Après avoir remercié le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et, par l'intermédiaire de leurs représentants, les chefs d'Etat et de gouvernement qui lui avaient adressé des félicitations à l'occasion de sa nomination, M. Doo Kingué, Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, a indiqué qu'il avait toujours considéré comme extrêmement important le problème de la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et les autres organismes du système des Nations Unies. Il s'est dit convaincu que, si ceux-ci coopéraient en partant du principe que leurs diverses activités étaient complémentaires, il resterait encore à la CEA beaucoup à faire dans le cadre de son mandat. Il a estimé qu'il importe avant tout que les gouvernements définissent sans équivoque ce que la CEA représentait ou devait représenter pour les pays africains, compte dûment tenu du rôle de l'OUA, notamment dans le domaine économique et social. Le Comité rendrait donc un grand service à la CEA et à l'OUA s'il pouvait convaincre les gouvernements africains de la nécessité d'une telle clarification. Mais l'absence d'une définition précise du rôle de la CEA dans le système des institutions créées en faveur du développement de l'Afrique ne justifiait pas l'immobilisme.

97. En ce qui concerne le vœu maintes fois exprimé de voir la CEA jouer un rôle beaucoup plus opérationnel, il semblait que l'un des principaux obstacles à franchir était la CEA elle-même. L'une des raisons fondamentales pour lesquelles les institutions spécialisées avaient été désignées "organisations participantes chargées de l'exécution des programmes du PNUD"

était que ces institutions possédaient une grande expérience dans leurs domaines de compétence. Le fait d'être pleinement chargé de l'exécution d'un quelconque programme du PNUD implique qu'on est en mesure d'assumer la direction intellectuelle des projets s'y rapportant. Cela expliquerait sans doute pourquoi les programmes ne peuvent être exécutés que par les organismes jugés suffisamment compétents pour le faire.

98. Répondant à une demande d'éclaircissement d'une délégation, M. Doo Kingué a indiqué que l'effort prévu par le PNUD pour l'Afrique de 1972 à 1976 représente sur la base des chiffres indicatifs de planification 30,5 p. 100 du total de ses ressources, contre 27 p. 100 pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 21,4 p. 100 pour l'Amérique latine et 21,2 p. 100 pour l'Europe, les pays méditerranéens et le Moyen-Orient. En 1970, la part consacrée à l'Afrique sur les ressources affectées aux projets en cours était de 39 p. 100. L'échec ou le succès éventuel des activités du PNUD en Afrique aurait des répercussions importantes tant sur la réputation du Programme dans son ensemble que sur la volonté des pays développés d'aider l'Afrique. La plus étroite coopération de toutes les parties qui s'intéressent à la promotion du développement économique et social des pays africains est donc d'une importance primordiale.

99. Le problème de la coopération entre les commissions économiques régionales et le PNUD a été examiné à fond à une réunion, tenue en janvier à New York, à laquelle assistaient les secrétaires exécutifs de ces commissions, et le Directeur adjoint du PNUD. M. Doo Kingué était convaincu que le PNUD ne s'opposerait pas à ce que les commissions économiques régionales exécutent des projets si l'Organisation des Nations Unies le recommandait. L'ONU était reconnue par le PNUD comme une organisation participante et chargée d'exécution et, puisque les commissions économiques régionales en faisaient partie, il appartenait à cette organisation de prendre les dispositions appropriées au niveau du Siège.

100. Il a rappelé que, durant les dernières années, le PNUD avait coopéré non seulement avec la CEA, mais aussi avec des organismes régionaux et sous-régionaux tels que la Banque africaine de développement, la Communauté de l'Afrique orientale, les commissions de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustre, etc., et il a indiqué clairement son intention d'intensifier cette collaboration, dans la mesure où les gouvernements africains intéressés le souhaiteraient.

101. Certains membres du Comité ont souligné la nécessité pour le PNUD de détacher auprès du secrétariat de la CEA un haut fonctionnaire chargé d'assurer la liaison avec cet organisme pour la préparation des programmes régionaux, sous-régionaux ou multinationaux de la Commission, d'autant plus qu'on avait parmi les Etats membres l'impression générale que les programmes de coopération économique de la Commission n'étaient pas l'objet d'une attention et d'un appui suffisants de la part du PNUD. L'affectation d'un

haut fonctionnaire du PNUD au secrétariat de la CEA favoriserait en outre une évaluation plus valable de la proportion du total des ressources du PNUD à réserver pour la mise en oeuvre des programmes régionaux et multinationaux intéressant le continent africain. L'argument selon lequel le secrétariat de la CEA ne disposait pas de compétences nécessaires pour assumer la direction intellectuelle des programmes de développement régionaux et autres était indéfendable, dans la mesure où, assurée du niveau voulu de ressources en personnel et de ressources financières ainsi que de la bonne volonté de tous les intéressés, la Commission ne pouvait manquer d'être en mesure, non seulement de répondre de façon plus concrète aux besoins de développement et aux aspirations des Etats membres, mais encore d'obtenir des résultats plus tangibles en retour de ses efforts aux niveaux tant régional que sous-régional. Il n'y aurait alors aucune justification à borner inutilement le rôle du secrétariat de la Commission aux limites étroites qui étaient actuellement les siennes, ni à l'empêcher de servir en tant qu'organisme essentiel d'exécution ou de coordination des programmes régionaux ou multinationaux financés par le PNUD.

102. Quelques membres du Comité ont également appelé l'attention sur le fait que les commissions économiques régionales avaient été créées pour traiter des problèmes de développement particuliers à leurs régions respectives et que les secrétariats de ces commissions avaient, au cours des années, accumulé sur ces régions une somme considérable de renseignements et de connaissances qui devraient rendre possible, et peut-être plus économique, pour ces organismes d'entreprendre des activités opérationnelles plus étendues qu'ils ne faisaient actuellement.

103. S'agissant du niveau des ressources allouées aux différentes régions, plusieurs membres du Comité ont estimé que le chiffre de 30 p. 100 affecté à l'Afrique sur les crédits du PNUD ne paraissait pas tenir compte du fait que c'était en Afrique qu'on trouvait la plus grande proportion des moins favorisés parmi les pays en voie de développement, et qu'il était par conséquent nécessaire de reconsidérer le système d'allocation de manière qu'un plus grand pourcentage des ressources du PNUD puisse être mis à la disposition de la région qui en avait le plus besoin. En outre, la formule adoptée par le PNUD pour l'allocation des fonds pour des programmes individuels par pays, sur la base des chiffres indicatifs de planification semble défavoriser les pays qui ont lancé tardivement leurs activités de planification et de programmation. Sur la question des 15 p. 100 - 18 p. 100 d'allocation des fonds du PNUD pour les programmes régionaux, les membres ont estimé qu'il faudrait trouver un moyen pour faire en sorte que les commissions économiques régionales, dont les ressources sont à l'heure actuelle tout à fait insuffisantes, ne se trouvent pas désavantagées par rapport aux institutions des Nations Unies qui ont par comparaison plus de ressources à leur disposition.

104. Certains des membres ont été d'avis que le PNUD devrait sérieusement envisager l'africanisation à 75 p. 100 des postes de son Bureau africain ainsi que de ceux de représentants résidents dans la région.

105. En réponse, le représentant du PNUD a indiqué que la suggestion faite par des membres du Comité exécutif de l'affectation d'un fonctionnaire supérieur du PNUD au secrétariat de la CEA serait étudiée avec beaucoup d'attention. En ce qui concerne l'élargissement des activités du secrétariat de la Commission pour qu'il devienne un organe d'exécution, il a expliqué que lorsque l'Organisation des Nations Unies était l'organe d'exécution des projets du PNUD, il appartenait au Siège des Nations Unies (et non au PNUD) de décider quelle branche de son secrétariat serait chargée de l'exécution desdits projets. En conséquence, la CEA devrait s'adresser pour cette question directement au Département des affaires économiques et sociales au Siège de l'Organisation des Nations Unies dont le secrétariat de la CEA fait partie intégrante.

106. Pour ce qui est de la formule adoptée pour l'allocation des fonds du PNUD pour les programmes nationaux et régionaux, le représentant du PNUD a rappelé le Consensus adopté par le Conseil d'administration du PNUD en 1970 et fait valoir qu'il serait préférable que les membres africains du Conseil d'administration soulèvent leurs objections à l'occasion des sessions bisannuelles au nom de la région africaine. Il a aussi indiqué que la CEA ne devrait pas réclamer l'usage exclusif des fonds réservés aux projets régionaux étant donné que ces derniers pouvaient aussi résulter des conférences ministérielles régionales, organisées par les institutions spécialisées.

107. S'agissant du projet d'africanisation à 75 p. 100 du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et des postes de représentants résidents, le représentant du PNUD a déclaré que tout en estimant peu souhaitable que seuls des Africains devraient composer les bureaux des représentants résidents, ainsi que le bureau régional du PNUD pour l'Afrique, il s'efforcerait d'obtenir une africanisation plus poussée de ces services. Il a souhaité que les gouvernements et les membres du Comité l'aident à trouver des candidats africains convenables.

108. Pour conclure, le représentant du PNUD a promis de porter un vif intérêt aux questions touchant la coopération entre le PNUD et la CEA, d'une part, et entre le PNUD et l'OUA, de l'autre.

109. Le Comité tenait à l'africanisation. Cela ne supposait pas un abaissement des critères de qualité qui président aux nominations aux Nations Unies. Il s'agissait de trouver des Africains compétents, et c'était là une question sur laquelle le Comité ne pouvait transiger.

Préparatifs en vue de la cinquante et unième session du Conseil économique et social

110. Le Secrétaire exécutif a indiqué que le secrétariat établissait une tradition en présentant à l'avance des documents qui devaient être examinés par le Conseil économique et social. Il y avait tout d'abord le document E/CN.14/519 qui était un résumé du rapport de la Commission couvrant la période écoulée depuis la dernière session. Il y avait ensuite le document E/CN.14/520, qui était le résumé habituel des conditions économiques en Afrique en 1970. En raison du stade important atteint par le programme d'action des Nations Unies dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement des pays en voie de développement, une note et un memorandum avaient également été établis.

111. On a fait observer que le contenu du paragraphe 19 du document E/CN.14/520 traduisait une attitude passablement défaitiste et devait être modifié compte tenu des efforts déployés par les pays producteurs de pétrole. Le secrétariat est convenu que le paragraphe était assez faible et s'est engagé à y remédier dans son exposé devant le Conseil en juillet.

112. Il a été noté qu'aucune mention n'était faite de l'énergie solaire dans le document bien qu'une résolution ait été adoptée à ce sujet à la réunion de la Commission du fleuve Niger, tenue à Cotonou. On a ajouté que Niamey pourrait devenir un centre régional de l'énergie solaire et le secrétariat a été invité à suivre les résultats du projet au Niger. Le secrétariat a indiqué que le PNUD avait repris le projet mais qu'en approchant du stade de l'investissement ou en l'atteignant, il n'avait pu aller plus loin.

113. En réponse à une question, le secrétariat a précisé que la Rhodésie était incluse dans les 46 pays d'Afrique en voie de développement et que l'expression "reste de l'Afrique" désignait le Mozambique, la Namibie, la Rhodésie et l'Angola.

114. A propos du rythme de parution de l'Etude des conditions économiques, le secrétariat a indiqué que son élaboration annuelle était pour son personnel une très importante discipline et pour les pays africains et les industriels intéressés une source d'information intéressante. On continuerait donc à publier l'Etude chaque année.

115. Le Comité a été informé que l'étude Boss avait été promise pour mars mais n'était pas encore arrivée. La synthèse des diverses sections avait été présentée pour discussions au Comité permanent consultatif du Maghreb, et dès que le document complet serait reçu il serait distribué.

116. A propos du Plan d'action mondial, le secrétariat a signalé que l'Assemblée générale avait approuvé en 1970 certaines propositions pour la deuxième Décennie du développement qui étaient essentiellement indicatives. Au début de 1971, une section de ce Plan indicatif de la deuxième Décennie du développement avait été élaborée et publiée dans un document sur la science et la technique dans les propositions formulées en vue du développement pour la deuxième Décennie du développement. La résolution et la recommandation qui avaient abouti au Plan d'action mondial indiquaient que l'Organisation des Nations Unies devrait prendre l'initiative d'élaborer ce plan d'action mondial et de définir le volume des projets qui pourraient être effectivement réalisés, et que ce serait là, une contribution complémentaire dans un domaine extrêmement important. Il s'agirait d'une innovation par rapport aux plans indicatifs généralement établis par les Nations Unies. Le Plan d'action mondial avait été achevé et le document d'ensemble était en cours d'impression au Siège. Le volume I, que le secrétariat avait reçu, prévoyait une action en vue de la création d'institutions et d'infrastructures à l'appui de programmes de recherche dans certains domaines, ainsi que du développement de la main-d'oeuvre technique dans neuf secteurs au total. A partir du document d'ensemble, les commissions économiques régionales élaboreraient des plans régionaux et on prévoyait que celui de l'Afrique pourrait être présenté au Comité consultatif en novembre 1971. Le Plan d'action mondial prévoyait également une collaboration étroite avec les institutions spécialisées.

117. Le Plan présentait une caractéristique nouvelle en ce qu'il visait à la réalisation de certains projets sur l'initiative de l'Organisation des Nations Unies. La question du Plan d'action mondial serait soulevée au Conseil économique et social et il importait par conséquent que les gouvernements africains qui y étaient représentés soient conscients de son importance. L'opinion générale des commissions économiques régionales, dont la CEA, était qu'un autre plan indicatif ne présenterait guère d'intérêt pour les pays en voie de développement; aussi était-il vital de préserver les principes d'"action" consacrés dans le Plan.

118. Le Comité consultatif avait recommandé qu'un montant annuel d'environ 125 millions de dollars des Etats-Unis soit affecté à l'exécution du Plan. On pouvait prévoir que l'allocation d'une partie de cette somme aux trois régions en voie de développement prêterait à controverse lors de la réunion du Conseil économique et social et c'était là que l'appui actif des pays en voie de développement serait nécessaire.

119. En réponse à des questions de membres du Comité, le secrétariat a indiqué que le Président du Conseil scientifique pour l'Afrique était membre du Comité consultatif et que l'OUA était habituellement invitée aux réunions du Comité. Le secrétariat s'était engagé à établir la première partie du plan régional, qui se présenterait sous la forme de programmes. Pour chacun des neuf secteurs mentionnés dans le memorandum, des domaines prioritaires seraient définis et chacun serait repris dans les programmes. Le secrétariat

était déjà entré en consultation avec les organes responsables des politiques dans ces secteurs. En fait une enquête indicative sur les ordres de priorité en matière de développement de la science et de la technique avait été entreprise dans tous les Etats membres, sauf le Lesotho, le Souaziland et le Botswana, qui seraient couverts sous peu. On se proposait de mettre au point une formule pour la répartition des crédits entre les trois régions en voie de développement. Cela fait, on pourrait s'occuper de leur affectation par projet au sein de la région africaine.

120. En ce qui concerne la méthode suivie pour définir les programmes et les ordres de priorité des Etats membres en matière de science et de technique, le secrétariat a expliqué que des consultations avaient déjà été engagées sur le plan régional et à l'échelon des pays et qu'un colloque sur la science et la technique en Afrique avait eu lieu à Addis-Abéba en octobre 1970.

121. On espérait que la coopération entre la CEA et l'UNESCO allait se resserrer au niveau du bureau régional de l'UNESCO à Nairobi. Dans d'autres régions, des divisions mixtes étaient créées, mais il importait que le secrétariat de la Commission établisse des contacts étroits avec le bureau de Nairobi avant de mettre au point une formule au sujet de la création d'une division mixte, afin de s'assurer le maximum de coopération et d'appui de la part de l'UNESCO dans le domaine de la science et de la technique.

122. On a suggéré que les gouvernements africains représentés aux Nations Unies et au Conseil économique et social soient engagés à passer une résolution sur la question de la décentralisation de l'Organisation. Les délégations du Maroc et du Sénégal ont en conséquence été expressément invitées à rédiger un projet. Toutefois, après examen, le projet de résolution a été retiré.

Questions diverses

123. En ce qui concerne les télécommunications et plus particulièrement la transmission des télégrammes, le secrétariat a indiqué que pour 11 pays seulement (Afrique du Sud, Botswana, Gambie, Ghana, Lesotho, Malawi, Maurice, Nigéria, Sierra Leone, Souaziland et Zambie) les câbles étaient acheminés par Jérusalem. Le Siège avait été instamment engagé à ne pas offenser les personnes qui souhaitent que leurs câbles n'empruntent pas cette voie et il avait consenti à une concession administrative spéciale qui avait coûté 20 000 dollars à l'Organisation. Le secrétariat était prêt cependant à faire part des vues du Comité au service technique de l'Organisation qui pourrait ou bien prendre des mesures ou bien exposer les raisons qui l'amèneraient à maintenir le système en vigueur. Les membres du Comité en seraient informés. Deux délégations ont demandé que des mesures plus efficaces soient prises pour que dans la mesure et les meilleurs délais possibles, le relais de Jérusalem soit fermé et que le trafic télégraphique et téléphonique transite désormais par le réseau de télécommunications de l'ONU de Beyrouth.

124. A propos de la représentation des Etats membres au Comité exécutif, il a été expliqué que lorsque le Comité avait été constitué, trois principes directeurs avaient été retenus : simplicité du choix des membres, garantie de continuité, création d'une liaison entre les sessions bisannuelles. Pour la simplicité, le Comité exécutif avait été habilité à élire son bureau à chacune de ses réunions, mais cette solution avait été rejetée pour qu'une continuité et une liaison permanente soient assurées entre la Conférence des ministres et le Comité. Il avait été suggéré à Tunis que le Président constitue ce lien permanent. C'est pourquoi, lorsque le Comité s'était réuni, le Président avait présidé à l'élection du reste du bureau. Le Comité était cependant libre de modifier ces dispositions et de revenir à l'application stricte du règlement. Il a été décidé de laisser au Comité exécutif, à chacune de ses sessions, le soin de compléter son bureau et, en l'absence temporaire du Président, d'appliquer le règlement intérieur de la Commission.

125. Il a été suggéré d'établir un document résumant les vues du Comité pour transmission aux membres siégeant au Conseil d'administration du PNUD. Le secrétariat a estimé que cinq membres du Conseil économique et social et trois membres du Conseil d'administration du PNUD participant aux délibérations du Comité, on pouvait leur faire confiance pour qu'ils fassent rapport à leurs gouvernements et s'acquittent fidèlement de leurs autres obligations.

Date de la sixième réunion du Comité exécutif

126. Après en avoir délibéré, le Comité a décidé de tenir sa sixième réunion à Addis-Abéba du 15 au 19 novembre 1971. On s'efforcera de hâter les travaux pour permettre aux représentants de quitter Addis-Abéba avant le 19 novembre.

ADOPTION DU RAPPORT

127. A sa séance du 28 mai 1971, le Comité a adopté son rapport après l'avoir soigneusement examiné et y avoir apporté les modifications nécessaires.

RECOMMANDATION ADOPTEE PAR LE COMITE
A SA CINQUIEME REUNION 1/

COOPERATION ECONOMIQUE

Le Comité exécutif,

Rappelant les différentes résolutions sur la coopération économique adoptées par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine et, en particulier, les résolutions 189(IX) et 221(X) des neuvième et dixième sessions de la Commission;

Désireux de faire en sorte que la coopération économique soit mieux en mesure de jouer le rôle important qui lui revient en tant que moyen d'aider les gouvernements africains à atteindre les objectifs de croissance économique arrêtés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire entreprendre une étude spéciale des efforts de coopération économique en Afrique au cours de la décennie écoulée, compte tenu de tous les facteurs pertinents, aux fins de dégager des enseignements pour l'avenir et de recommander des mesures et de nouvelles méthodes propres à stimuler les progrès dans ce domaine et à faciliter ainsi la réalisation des objectifs arrêtés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de présenter cette étude au Comité exécutif à sa huitième réunion et ultérieurement à la Conférence des ministres;

3. Invite instamment le Secrétaire exécutif à assigner un rang de priorité élevé à cette étude, et l'autorise, à cet effet, à chercher à obtenir des ressources extra-budgétaires ou à adapter de manière appropriée l'ordre d'urgence établi aux termes du Programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1971-1973 avec projections jusqu'à 1976.

1/ Voir plus haut, paragraphe 76.

Annexe I. LISTE DES PARTICIPANTS

A. MEMBRES

Afrique du centre

Cameroun

S.E. El Hadj M. Haman Dicko
M. R. Naah
M. F. Ndjountche
M. J. Mevaa

République démocratique du Congo

M. P. Sangu
M. N. Kahasha
M. E. Makiona
M. R. Mutombo

République centrafricaine

S.E. M. F. Pehoua
M. F. Farra-Fround

Tchad

M. M. Gabdou

Afrique de l'est

Ethiopie

S.E. M. Belai Abbai

Madagascar

S.E. M. H. Raharijaona
M. Razanakolona

Ouganda

M. W.S.K. Matovu

Somalie

S.E. M. A. Mohamed Darman

Afrique du nord

Algérie

M. S.T. Debagha

Maroc

S.E. M. M. Faris
S.E. M. Abderrahim Haraket

République arabe unie

S.E. Sayed Gad-Alla
S.E. M. Hassan Sirry Esmat
M. Abdel-Alim Khalil
M. Moustefa Mohamed Ahmed

Tunisie

S.E. M. Tijani Chelli
S.E. M. Taoufik Smida
M. Amor Ardhaoui
M. Mansour Hadj Slimane

Afrique de l'ouest

Ghana

S.E. M. H.R. Amonoo
M. J.C. Bonney
M. H.C.K. Seddoh

Afrique de l'ouest (suite)

Niger

M. Mounkeila Arouna

Nigéria

S.E. M. E.O. Sanu

Mlle H.A.B. Balogun

Sénégal

S.E. M. Y. Sylla

M. Mansour Seck

B. OBSERVATEURS

Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(FISE)

M. Alan E. McBain

Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD)

M. Michel Doo Kingue

Organisation internationale du
Travail (OIT)

M. P. Adossoma

M. Hailu Telahun

Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)

M. S.C. Sar

Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

M. Eric Armerding

Organisation mondiale de la santé
(OMS)

Dr. H.A. Thomas

Organisation de l'unité africaine
(OUA)

M. Diallo Telli

M. J.D. Buliro

M. C. Segbenou

M. A. Dirar

Annexe II. LISTE DES DOCUMENTS

E/CN.14/ECO/26	Ordre du jour provisoire
E/CN.14/ECO/27	Questions faisant suite à la première réunion de la Conférence des ministres
E/CN.14/492	Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale depuis la neuvième session de la Commission
E/CN.14/ECO/31	Exécution du programme de travail - questions et problèmes de fond
E/CN.14/ECO/32	Projet provisoire de programme de travail (révisé) de la Section de l'Administration publique pour 1971-1973 avec projections jusqu'à 1976
E/CN.14/ECO/33/Rev.1	Calendrier provisoire révisé des réunions et stages de formation (janvier - décembre 1971)
E/CN.14/ECO/28	Rapport sur l'évolution de la coopération économique dans les sous-régions (novembre 1970 - mars 1971)
E/CN.14/ECO/34 et Add. 1, 2, 3 et 4	Résumé des réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général sur les structures et les arrangements régionaux de l'Organisation des Nations Unies
E/CN.14/519 (Summary)	Rapport de la Commission économique pour l'Afrique (15 février 1970 - 13 février 1971) (Résumé)
E/CN.14/520 (Summary)	Etude des conditions économiques en Afrique, 1970 (Résumé)
E/CN.14/ECO/29	Note sur le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement des pays en voie de développement
E/CN.14/ECO/30	Aide-mémoire sur le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement des pays en voie de développement
E/CN.14/INF/50	Relations avec les organisations internationales et rapport sur leurs activités dans le domaine du développement économique et social en Afrique
E/CN.14/ECO/35	Projet provisoire de programme de travail (révisé) de la Section de l'administration publique pour 1971-1973 avec projections jusqu'à 1980